

Joseph Stiglitz : Économiste américain hétérodoxe, néokeynésien, spécialiste de la théorie de l'information, de finance, des crises et d'économie internationale

Joseph Stiglitz est né le 9 février 1943 à Gary (Indiana), aux États-Unis, dans une famille juive. De 1960 à 1963, il étudie à Amherst College. Sa quatrième année d'université se déroule au Massachusetts Institute of Technology (MIT), où il entreprend ses travaux de recherche. En 1965-1966, il continue ses recherches à Chicago avec Uzawa. Il est docteur en 1967 (24 ans) au MIT et obtient une bourse Fulbright de recherche à Cambridge (États-Unis), près de Boston. Son épouse Anya Schiffrin est professeure de journalisme à la School of International and Public Affairs de l'université Columbia (New York) et dirige le groupe de réflexion que Stiglitz a fondé en 2000, Initiative for a Policy Dialogue (IPD).

Stiglitz est nommé professeur à 27 ans à l'université Yale (1966-1973), à la Société d'économétrie. Il enseigne à Stanford (1974-1976), Oxford (1976-1979), Princeton (1979-1988), et effectue des séjours à l'Institut d'études du développement de l'université de Nairobi. Il enseigne ensuite à la Graduate School of Business de l'université Columbia, il est rédacteur en chef du journal *The Economists' Voice*. Il est nommé

par Jean-Paul II à l'Académie pontificale de sciences sociales. Il était économiste en chef à la Banque mondiale de 1997 à 2000. Il acquiert sa notoriété à la suite de ses virulentes critiques envers le FMI et la Banque mondiale, émises après son départ de la Banque mondiale. Il travaille alors sur les causes et conséquences des inégalités, la persistance du chômage, la fréquence des crises financières, l'économie du développement. Il est cofondateur de l'économie de l'information, et reçoit, à ce titre, le « prix Nobel » d'économie en 2001.

Dans l'administration Clinton, il est responsable du Council of Economic Advisers de 1995 à 1997. Il critique fortement la Banque mondiale, après son départ, ainsi que le FMI. Il est très critique envers le président George W. Bush, le considérant comme une menace pour la bonne tenue de l'économie mondiale. Selon une étude qu'il a codirigée avec Linda Bilmes (professeure en économie à Harvard), le coût de la guerre en Irak était sous-estimé, elle aurait coûté entre 1 000 et 2 000 milliards de dollars contre l'évaluation officielle (Institut de recherche



du congrès) de 251 milliards depuis 2005 et 6 milliards de dollars par mois depuis. En 2008, Nicolas Sarkozy, alors président de la République française, lui confie ainsi qu'à Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, une mission de réflexion sur le changement des instruments de mesure de la croissance française.

La Nouvelle Économie keynésienne : l'asymétrie d'information

Les travaux de Stiglitz portent sur la façon d'extraire des informations privées d'un agent

économique (*screening*). Il obtint le « prix Nobel » d'économie en 2001 pour sa contribution à la théorie de l'asymétrie d'information, en collaboration avec Akerlof et Spence. Il pose les bases d'une théorie générale sur les marchés avec asymétrie d'information. Les néo-classiques traditionnels, avant l'avènement de modèles d'informations imparfaites et asymétriques, prétendaient que les marchés sont efficaces, mais leur efficacité serait limitée par des défaillances des marchés. Des travaux plus récents de Stiglitz et d'autres économistes, avancent au contraire que l'efficacité des marchés n'est qu'exception. Stiglitz démontre (avec





Bruce Greenwald) que « quand les marchés sont incomplets et que l'information est imparfaite (ce qui est vrai en pratique dans toutes les économies), même une allocation compétitive sur ce marché n'atteint pas l'optimum de Pareto ». Ces conclusions et les défaillances du marché ne garantissent pas forcément que l'État intervienne massivement dans l'économie. Pour Stiglitz, la « main invisible » d'Adam Smith n'existe pas. « Tant qu'existeront les externalités, quand les actions d'un agent économique ont un impact négatif ou positif sur d'autres, les marchés ne fonctionneront pas de manière efficace. Mais des études récentes ont montré que ces externalités étaient perverses en situation d'asymétrie d'information. » « Le véritable débat aujourd'hui est de trouver un équilibre entre action gouvernementale et marchés. Les deux se révèlent indispensables. Chacun est complémentaire à l'autre... »

À l'issue de la réception du prix de la Banque de Suède, à l'université de Stockholm, en 2001, Stiglitz déclara : « J'espère montrer que l'économie de l'information représente un changement fondamental dans les pensées économiques actuelles. Les problèmes relatifs à l'information sont centraux afin de comprendre l'économie de marché, mais également l'économie politique... j'explique quelque peu les relations entre l'asymétrie d'information et la prise de décision politique. »

Dans une interview de 2007, Stiglitz argumente : « Les théories auxquelles moi-même (et d'autres) avons contribué expliquèrent pourquoi des marchés libres de toute restriction n'aboutissent souvent à aucune forme de justice sociale. Plus encore, ils ne produisent pas suffisamment de revenus. » Contrairement à la théorie de la main invisible, il écrit : « individus et entreprises, dans leur quête de leur propre intérêt, ne sont pas nécessairement, ou généralement, guidés par une main invisible vers l'efficacité économique. »

Stiglitz considère qu'une hausse des taux d'intérêt et la perspective de bons rende-

ments pour les banquiers, entraîneraient l'augmentation de la part des emprunteurs à risque. L'argent rendu plus onéreux, les emprunteurs « raisonnables » temporiseraient. La réduction des risques passerait par la réduction des prêts accordés.

Le « salaire d'efficience ». Le chômage se manifeste même en situation d'équilibre, avec le manque d'attractivité des salaires pour les chercheurs d'emploi (en l'absence de salaire minimum). Alors que pour les néoclassiques, n'importe qui pourrait trouver l'emploi lui convenant, mais cela ne permet pas de comprendre le chômage involontaire. Shapiro et Stiglitz en 1984 tentent d'apporter la réponse à ces questions. Pour eux, « le chômage est conséquence de la structure de l'information relative à l'emploi ». Ils stipulent que si le niveau d'effort des salariés est coûteux, les employeurs peuvent avoir intérêt à verser un salaire plus élevé que le salaire qui optimiserait leur profit, pour attirer et conserver les meilleurs salariés.

Le paradoxe de Grossman-Stiglitz, formulé dans leur article de 1980, stipule que les marchés efficients ne peuvent exister, car si les prix reflétaient l'information disponible, il serait inutile pour les acteurs du marché de rassembler des informations, et il n'y aurait pas de raison d'échanger sur les marchés, ces derniers s'effondreraient.

Finance durable et interdisciplinarité. En janvier 2020, Stiglitz participe au lancement du Centre de compétences pour la finance durable de l'université de Zurich. Stimulé par l'urgence climatique, ce centre repose sur l'interdisciplinarité scientifique, l'indépendance et le renom de 40 chercheurs, pour relever le défi et être un leader au niveau mondial. Ses travaux portent sur la création de connaissances scientifiques à jour sur la durabilité et le risque, les comportements individuels et collectifs concernant la finance, avec des formations.

Position sur le libre-échange. Stiglitz déclare que « les pays

riches d'Amérique du Nord et d'Europe devraient éliminer tous les droits de douane et les quotas sur les marchandises en provenance des pays en développement ».

Conseils aux pays de la zone euro. Stiglitz leur suggère de contrôler leur balance commerciale par rapport à l'Allemagne, par des certificats d'importations/exportations (une mesure protectionniste). Il explique que les déficits commerciaux sont néfastes. Keynes soulignait que les pays ayant des excédents exercent une « externalité négative » sur leurs partenaires commerciaux et conduisent à une demande globale mondiale faible. Stiglitz écrit : « l'excédent de l'Allemagne signifie que le reste de l'Europe est déficitaire. Et le fait que ces pays importent plus qu'ils n'exportent contribue à la faiblesse de leurs économies ». Il pense que les pays excédentaires s'enrichissent au détriment des pays déficitaires et il ne croit pas au principe de base du libre-échange : l'avantage comparatif. Celui-ci stipule que le déficit commercial n'a pas d'importance puisque les échanges commerciaux sont mutuellement profitables. Stiglitz met en cause l'euro, qu'il pense être à l'origine du déficit : « le système euro signifie que le taux de change de l'Allemagne ne peut pas augmenter par rapport aux autres membres de la zone euro. Si le taux de change augmentait, l'Allemagne aurait plus de difficultés à exporter et son modèle économique, fondé sur des exportations fortes cesserait ».

Sur l'économie des USA. Stiglitz dénonce les mesures protectionnistes, censées protéger ou recréer les emplois bien rémunérés dans le secteur manufacturier. Il conseille de poursuivre la mondialisation et le libre-échange basés sur la théorie de l'avantage comparatif et de ne pas lutter contre la désindustrialisation par le biais des tarifs douaniers. Il écrit que « le protectionnisme n'aidera pas l'économie dans son ensemble ». « Les emplois seront détruits plus vite qu'ils ne seront créés : il y aura peut-être même moins d'emplois manufacturiers nets ». Il consi-

dère que la classe moyenne américaine est la perdante de la mondialisation et la Chine la gagnante. La politique des GSE (*Government Sponsored Enterprises*) Fannie Mae et Freddie Mac, devrait être dénoncée elle apportait sa caution aux crédits immobiliers aux ménages insolubles, malgré le danger de défaillance du système bancaire. Ces organismes à caution publique mandataient des économistes dont Stiglitz pour répondre à ces attaques. Or, celui-ci considère qu'ils disposaient de suffisamment de capital. Le marché prospère avec la garantie de l'État et provoque la bulle immobilière des années 2000, émettant « des montants épiques de dette hypothécaire », il est responsable de la crise des subprimes de 2007.

Concernant la Chine, il estime que la demande intérieure chinoise est suffisante pour avoir une forte croissance. Mais il défend ses excédents commerciaux au détriment des États-Unis, il croit que la Chine frappera les États-Unis au plan économique et politique, s'ils essaient de protéger leur industrie.

Implication internationale. Stiglitz est l'un des cofondateurs du « Collegium international éthique, politique et scientifique » qui souhaite apporter des réponses appropriées aux peuples du monde face aux nouveaux défis de notre temps. En outre, en septembre 2015, il est membre du comité consultatif sur l'économie qui conseille Jeremy Corbyn, alors nouveau leader du Labour britannique.

Propositions alternatives pour les pays en développement. Stiglitz collabore avec les forums sociaux mondiaux et partage certaines analyses. Il est partisan d'une taxe dite Tobin sur les transactions financières et pour une régulation de la mondialisation. En Bolivie, il approuve la nationalisation ou réappropriation des hydrocarbures, comme processus de « restitution de biens » visant à expliquer aux pays en développement qu'il y a des alternatives aux prescriptions du FMI. L'IPD (Institut pour le déve-

loppement) organise une formation pour journalistes, afin qu'ils puissent analyser les propos du FMI selon leurs propres paramètres. Il travaille en coopération avec des instituts de recherche, certains du «Tiers Monde», notamment l'ONG du courant altermondialiste fondée par Martin Khor, Third World Network, accréditée auprès de l'ONU.

Soutien au président Hugo Chavez au Venezuela. Il approuve son objectif de création d'une banque de développement des pays du Sud, Banco del Sur, offrant un contre-poids au FMI et à la Banque mondiale. Il soutient ses politiques en matière d'éducation et de santé et son utilisation des fruits de l'exploitation pétrolière pour mettre en œuvre des politiques sociales profitant aux populations les plus démunies. Cependant son bilan, même sur

le plan social, n'est pas aussi positif que Stiglitz le laisse entendre. Selon l'ONU, la part de la population sans accès à l'eau potable est passée de 3 % à 4 % entre 2000 et 2006. Mais la mortalité infantile est en baisse de 2000 à 2010, la mortalité néo-natale baisse de 2000 à 2003, restant stable jusqu'en 2009. L'indice de couverture sanitaire universel serait passé de 49 % à 77 % entre 2000 et 2015. Le nombre d'enfants présentant un retard de croissance modéré ou grave est en baisse constante depuis 2000. Le nombre de personnes sous-alimentées baissait de 14,9 % en 2001 à 4,8 % en 2007, jusqu'à 2,5 % en 2013. La proportion de la population utilisant les services d'assainissement de base est passée de 86,4 % en 2000 à 90,2 % en 2007, 98,4 % en 2022. Le taux de chômage total diminue de

8,83 % en 2001 à 7,28 % en 2007. Cependant, en puisant sans cesse dans les recettes de la PDVSA (compagnie d'État chargée de l'exploitation pétrolière) et en bridant les autres secteurs économiques, le gouvernement vénézuélien a gravement affaibli sa capacité à faire les investissements en capitaux nécessaires pour performer dans cette industrie, tout en condamnant l'économie vénézuélienne à vivre la malédiction des ressources naturelles. Stiglitz resta silencieux sur le président Maduro, s'élevant simplement vigoureusement contre son enlèvement par Trump.

Conflit avec Kenneth Rogoff et le FMI. Après la publication de *La Grande désillusion* de Stiglitz (2002), Rogoff, alors économiste en chef du FMI, publie une lettre ouverte répondant aux critiques de son an-

cienn collègue. Il décrit Stiglitz comme un intellectuel prisonnier de sa tour d'ivoire, incapable d'admettre ses fautes, entretenant une vision dogmatique de l'économie et malhonnête dans sa critique du FMI. Il s'attaque à ses prescriptions de politiques fiscales et monétaires expansionnistes pour relancer les économies de pays émergents endettés. Selon Rogoff, elles produiraient un tel niveau d'inflation qu'elles brideraient la croissance économique, «affectant la population entière, mais surtout les plus démunis». Pour Rogoff, Stiglitz s'inscrirait dans une approche de l'économie centrée sur des remèdes simplistes à des problèmes complexes.

Un réquisitoire contre la politique économique de Trump

Stiglitz écrit dans *Le Monde* du 27 décembre 2025 «Donald Trump tire une balle dans le pied de l'économie américaine.» Il déclare qu'il n'y a rien à sauver de cette entreprise de destruction massive. Il annonce un éclatement probable de la bulle liée à l'intelligence artificielle, qui fait l'objet d'investissements massifs par l'administration Trump, mais aussi par un grand nombre d'autres pays. *Le bilan dressé par Stiglitz*, pour les États-Unis est sans concession : l'économie américaine «ne se porte pas aussi bien que Trump voudrait nous le faire croire». Cela est lié à une conjugaison de facteurs.

1) Il y a d'abord une pénurie de main-d'œuvre en raison des expulsions massives : les personnes concernées sont arrêtées dans la rue pour délit de faciès et expulsées sans ménagement et il y a toute raison de croire que ces mesures touchent aussi des personnes dont la présence aux États-Unis est légale.

2) L'effet des coupes budgétaires tous azimuts, souvent décrétées de façon arbitraire, pèse aussi sur l'économie par les incertitudes qu'elles engendrent. Pour les entreprises, c'est un frein à l'investissement et pour





les particuliers un frein à la consommation. Ainsi, ni l'offre ni la demande, qui sont les facteurs stimulants d'une économie de marché, ne sont plus au rendez-vous.

3) Cette situation est aggravée par la guerre des droits de douane, qui apporte une nouvelle cause d'incertitude sur les coûts de production des entreprises et les perspectives d'achat des consommateurs.

Pour les défenseurs de la politique trumpiste : l'inflation est maîtrisée, les entreprises investissent massivement et le marché boursier ne s'est jamais aussi bien porté. Pour Stiglitz, ces considérations procèdent d'une vision à court terme, l'effet de l'inflation douanière n'est pas immédiat, car les entreprises n'augmenteront leurs prix que lorsque les stocks, achetés avant l'augmentation des droits de douanes seront écoulés. Concernant les investissements, Stiglitz affirme que « ce sont les investissements massifs dans l'IA qui ont compensé la faiblesse du reste de l'économie ». Enfin, en ce qui concerne les placements boursiers, il note qu'ils se concentrent sur quelques géants technologiques promoteurs de l'IA, dont il ne faut pas oublier la menace que celle-ci représente pour les emplois. Cette concentration sur les valeurs de l'IA s'ajoute aux raisons environnementales, pour accentuer le risque d'éclatement de la bulle constituée. Celui-ci est évoqué par des publications en France telles : *Le Monde diplomatique*, *Alternatives économiques*, notre revue *Économie&Politique*, l'association ATTAC. Les gestionnaires de fonds s'inquiètent du niveau d'investissements dans l'IA qui dépasserait le seuil raisonnable. Ceci suscite une interrogation : les gouvernements, écrit Stiglitz, « surtout, quand ils sont dirigés par des fous mégalomanes », n'ont tiré aucune leçon de la crise de 2008. Il déclare : « il ne faut pas se demander si l'éclatement de la bulle IA aura lieu, mais quand elle aura lieu. Et quand cette bulle éclatera, c'est tout l'argent investi dans l'intelligence artificielle qui partira en fumée. »

Une critique marxiste par Paul Boccara¹

Paul Boccara rappelle que Stiglitz, à juste titre, dans son livre, *Le Triomphe de la cupidité*, Les liens qui libèrent (2010), souligne « la récurrence des crises du capitalisme » et critique « ce fanatisme envers le marché, censé assurer prospérité et croissance économique. Celui-ci n'a pas disparu avec la crise de 2008 ». Mais, montre Boccara, Stiglitz se contente de demander, se réclamant de Keynes, une intervention fondamentale de l'État, il ne met pas en cause la régulation du système capitaliste comme rendant les crises catastrophiques nécessaires dans le système. Pourtant, relève Boccara, dans la préface de son livre, Stiglitz soulignait l'exigence de remise en cause de la théorie économique moderne après la « Grande Récession qui a commencé en 2008 ». Il poursuivait : « Si... la nouvelle économie et la théorie économique n'avaient pas totalement anéanti les fluctuations économiques, elles les avaient domptées. Du moins le disait-on. La Grande Récession a pulvérisé ces illusions. C'est à l'évidence le pire effondrement économique depuis la Grande dépression d'il y a soixante-quinze ans. Il nous contraint à repenser ce que nous avons si longtemps adoré... En 2008, quand l'économie mondiale a basculé dans le vide, nos convictions l'ont fait aussi. Des idées bien établies sur la théorie économique... sont tombées dans l'abîme » (op.cit. p. 9, 10, 16).

Œuvres publiées en France

– *La Grande désillusion*, Fayard, 2002, LGF (poche 2003) (Globalization and its discontents, 2002). Stiglitz affirme que le FMI fait passer l'intérêt de son « principal actionnaire », les États-Unis, avant ceux des nations les moins favorisées, qu'il a pourtant pour objectif de servir. Face à la crise asiatique de 1997 et la transition russe, il soutient que les politiques pré-

conisées par le FMI ont souvent aggravé les problèmes dont il avait à s'occuper, avec des conséquences sociales dévastatrices et un accroissement de la pauvreté. Son livre, succès mondial, a été critiqué par certains économistes, comme contenant des contre-vérités. Mais il inspire les altermondialistes de Seattle ou Gênes à l'égard de la mondialisation actuelle. En 2004, Stiglitz invité au Forum social mondial de Bombay (Inde) présente sa vision.

– *Quand le capitalisme perd la tête*, Fayard 2003 (*The Roaring Nineties*, 2003). Ancien membre et président du Conseil économique du président Clinton, il revient sur le rôle des décisions d'Alan Greenspan alors à la tête de la Federal Reserve, dans la récession économique de 2000 aux États-Unis. Il critique les dysfonctionnements et la déréglementation incontrôlée du secteur financier avec ses conséquences comme l'affaire Enron.

– *Le Triomphe de la cupidité*, Actes sud 2013 (*Freefall America, Free Markets, and the Sinking of the World Economy*, 2010). Ce livre analyse la crise économique depuis l'éclatement de la bulle des *subprimes* en 2008 aux États-Unis. Stiglitz propose des réponses alternatives à la crise pour assainir le capitalisme financier.

– *L'euro. Comment la monnaie unique menace l'avenir de l'Europe*, Les liens qui libèrent, 2016, Actes sud, 2021 (*The Euro. How a Common Currency Threatens the Future of Europe*, 2016). Il s'exprime de manière très négative contre l'euro, monnaie selon lui mal conçue dès le départ. Après d'autres auteurs, il dénonce le traitement réservé à la Grèce lors de la crise de la dette publique grecque, l'absence de mécanismes d'ajustements entre les pays membres et le fait que la Banque centrale européenne se centre exclusivement sur la maîtrise de l'inflation. Comme solution, il propose de diviser la zone euro en deux en créant un euro pour l'Europe du Nord et un pour l'Europe du Sud.

Stiglitz. Autres ouvrages en français

– *Un autre monde contre le fanatisme du marché*, Fayard 2006, LGF poche 2008.

– *Pour un commerce mondial plus juste*, Fayard 2007.

– *Rapport Stiglitz*, Actes sud 2012.

– *La Grande fracture*, Actes sud, 2017.

– *La Nouvelle société de la connaissance*, Les liens qui libèrent, 2017.

1. Paul Boccara, *Théories sur les crises, la suraccumulation et la dévalorisation du capital*, vol 1, Delga, 2013,